Service public Le syndicat Solidaires Finances publiques 25 alerte sur les dangers du plan de restructuration annoncé pour les trésoreries de la région

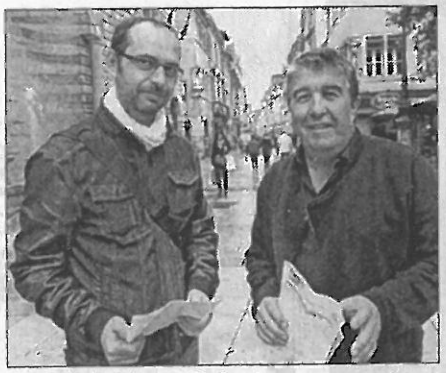
Guichets fermés pour le service public

« DÉSINTOXIQUER les contribuables du guichet pour faire des économies » : la nouvelle a du mal à passer auprès des salariés des services de Finances publiques du Doubs. D'autant plus que depuis 2010, 151 emplois ont déjà été supprimés dans la région.

Sous le compte de la maîtrise des dépenses publiques, la direction départementale des Finances publiques du Doubs a récemment annoncé son plan « Aménagement structure réseau » prévoyant fermetures de trésoreries et transferts d'activités.

Alexis Bohin, secrétaire départemental de Solidaires Finances publiques 25, tient à alerter sur les dangers de telles mesures. En effet, le syndicat voit dans cette annonce la disparition du caractère humain de l'accueil des contribuables à terme. « Internet est bien sûr un canal indispensable pour communiquer avec les usagers : il est normal de leur proposer, mais il ne doit pas leur être imposé ni être le seul moyen de les tenir informés », indique Alexis Bohin. « Nous exerçons un métier de conseils et d'informations, internet ne fait pas tout », ajoute-t-il.

Rejoints par les élus locaux comme les maires des communes concernées par



■ Alexis Bohin et Olivier Avezou.
Photo Arnaud CASTAGNÉ

ces décisions, Alexis Bohin et Olivier Avezou, conseiller syndical régional, redoutent d'arriver à « de moins en moins de possibilités en termes de service public ». Qualité de l'accueil des usagers amoindrie, suppression d'emplois, menaces pour les territoires touchés, les salariés ont de quoi s'inquiéter. « Sur le long terme, cela risque de provoquer des déserts de services publics en milieux ruraux et périurbains », complète Olivier Avezou. « Si nous étions inutiles, les centres ne seraient pas débordés en mai au moment des déclarations de revenus. Notre accueil est indispensable aux yeux des contribuables et internet est loin de constituer un réflexe pour l'intégralité du public, surtout en zones rurales qui connaissent parfois une fracture numérique importante », commente Alexis Bohin. Pour calmer les tensions, la direction propose la création de « maisons de service au public », structures censées rassembler différents services publics de l'État ou encore des collectivités territoriales pour permettre des réponses aux besoins des citoyens. Loin de faire l'unanimité, ces maisons sont vues comme « le reflet de la paupérisation organisée des services publics » par les membres du syndicat. La colère s'ajoute alors à l'incompréhension. « Quand on sait que la fraude fiscale représente chaque année 80 milliards d'euros en France, que le chômage continue de sévir, surtout en régions rurales, il conviendrait de s'attaquer en priorité aux paradis fiscaux. Cela permettrait de redynamiser les régions déjà abandonnées par l'État et de recréer de l'emploi à coup sûr », déclare Olivier Avezou.

Militine GUINET

Besançon : la boîte aux lettres des impôts pleine à craquer

CHAQUE ANNÉE, le même scénario. Ceux qui choisissent de faire leur déclaration de revenus en version papier et qui s'y prennent à la dernière minute se retrouvent parfois devant une boîte aux lettres du centre des impôts pleine à craquer. C'est ce que l'on pouvait constater en ce lundi de Pentecôte, du côté de Chamars, où de nombreux contribuables ont essayé de faire entrer leur déclaration dans la boîte. Et ont finalement choisi de glisser le courrier sous la porte.

Qu'on se le dise, la date limite de déclaration des revenus 2015 est fixée au 18 mai, soit mercredi. Si vous déclarez par internet, vous disposez d'un délai supplémentaire jusqu'au 31 mai dans le Doubs.